



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

Faits saillants	1
Le Japon, le Canada et le Mexique se joindront-ils au Partenariat transpacifique ?	2
Sommet de l'APEC : Partenariat transpacifique, commerce « vert » et tensions sino-américaines au menu.....	4
Un accord de libre-échange États-Unis / Europe pour stimuler l'économie ?	6
Études économiques et articles connexes	7

Faits saillants: Le dernier sommet du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) tenu à Hawaii à la mi-novembre a une nouvelle fois mis en évidence le dynamisme du régionalisme, l'apathie du multilatéralisme et l'importance stratégique de l'Asie pour les États-Unis. La détermination de Washington à aller de l'avant avec le Partenariat transpacifique et l'enthousiasme des membres de l'APEC pour l'accord régional contraste fortement avec les déclarations des chefs d'État et de gouvernement sur l'avenir des négociations du cycle de Doha. L'adhésion prochaine de la Russie sera vraisemblablement la seule raison qu'auront les délégués de se réjouir au terme de la huitième conférence ministérielle de l'OMC (15-17 décembre 2011). Les États-Unis en font peu de cas. L'ouverture des marchés asiatiques est la priorité pour l'Administration Obama.

Malgré un dialogue constant entre Washington et Pékin, les tensions entre les deux puissances restent vives. Lors d'un récent sommet bilatéral, la Chine s'est engagée à revoir ses politiques en matière de droits de propriété intellectuelle, mais là s'arrête la bonne entente. La rhétorique antichinoise est en vogue dans les débats à l'investiture républicaine et le président Obama maintient un discours ferme devant l'unilatéralisme chinois en matière monétaire et commerciale.

L'Administration Obama souhaite toujours doubler les exportations américaines entre 2010 et 2014. La crise financière qui secoue l'Europe et le ralentissement de l'économie mondiale risquent fort de freiner les ambitions américaines. Après le Canada, un accord commercial entre l'Europe et les États-Unis ? On n'en est pas encore là mais l'idée est de nouveau dans l'air à Washington.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

Le Japon, le Canada et le Mexique se joindront-ils au Partenariat transpacifique ?

L'annonce des grandes lignes du Partenariat transpacifique (TPP) et l'annonce par le Japon de son intérêt à joindre les négociations du TPP ont retenu l'attention lors du 19^e sommet de l'APEC, qui s'est tenu à Honolulu les 12 et 13 novembre dernier. Le Canada et le Mexique ont aussi souligné leur intérêt à se joindre aux négociations. L'incapacité des parties à compléter l'accord de libre-échange régional avant l'échéance prévue de 2012 ainsi que les réserves exprimées par certains participants quant à l'élargissement des négociations montrent cependant les limites du processus en cours. Néanmoins, la ratification de l'ALE avec la Corée du Sud en octobre et les progrès dans les négociations du TPP confirment que la politique économique internationale du président Obama est résolument orientée vers l'Asie.

Rappelons que le TPP est un accord de commerce plurilatéral négocié par neuf pays : l'Australie, le Sultanat de Brunei, le Chili, les États-Unis, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Le but des pays qui y prennent part est de conclure un ALE qui permette de jeter les bases d'une éventuelle zone de libre-échange couvrant le commerce et les investissements en Asie-Pacifique. Le TPP se distingue des autres ALE régionaux asiatiques non seulement par son étendue géographique, puisqu'il fait le pont avec l'Amérique, mais surtout par sa profondeur, l'accord couvrant un large éventail de secteurs et de questions liées au commerce : l'investissement, les services financiers, les droits de propriété intellectuelle, l'accès aux marchés publics, les procédures d'implantation d'entreprises étrangères, les normes environnementales, les normes du travail ou encore les normes sanitaires et phytosanitaires ne sont que quelques exemples.¹

Le TPP : commerce, méliorisme, et intérêts stratégiques

« Nous faisons d'importants progrès dans les négociations du Partenariat transpacifique (TPP), qui permettra à terme de réunir toutes les économies du Pacifique, développées ou en développement, au sein d'une seule communauté liée par le commerce. Notre objectif est non seulement de créer de la croissance, mais de créer une meilleure croissance. Nous croyons que les accords commerciaux doivent mieux protéger les travailleurs, l'environnement, les droits de propriété intellectuelle et l'innovation. Ils doivent aussi promouvoir la libre circulation des technologies de l'information, des technologies vertes et assurer une meilleure coordination normative entre les États et une plus grande efficacité pour les chaînes de valeurs de nos entreprises. Ultiment, notre progrès sera observable dans la vie des gens; les hommes et les femmes travailleront dans la dignité, obtiendront un salaire décent, élèveront des familles en santé, éduqueront leurs enfants et pourront saisir les opportunités qui leur permettront d'améliorer leur qualité de vie et celle des générations futures. Nous espérons que le TPP, un accord de libre-échange qui couvre tous les domaines qui touchent au commerce, puisse devenir la nouvelle référence pour les accords à venir. Nous espérons aussi qu'il servira de plateforme à une plus grande intégration régionale et éventuellement à la création d'une zone de libre-échange en Asie-Pacifique. » - Hillary Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, novembre 2011.

¹ Pour une présentation plus détaillée du TPP, voir la Chronique commerciale américaine de septembre 2011, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6896



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

Le Japon a annoncé sa décision d'entamer des discussions bilatérales avec les neuf États prenant part au TPP afin d'obtenir leur appui et de se joindre au groupe. La participation du Japon, 3^e économie mondiale, accroîtrait de façon significative l'importance de l'ALE, et ce d'autant que les États-Unis y ont pour l'instant un poids disproportionné. À terme, l'adhésion du Japon créerait une zone de libre échange plus importante que l'Union européenne. Le Japon est déjà le 4^e partenaire commercial des États-Unis. Le commerce entre les deux pays s'est élevé à 180,9 milliards de \$ ÉU en 2010, ce qui représente 5,7 % du commerce total des États-Unis. Malgré tout, l'intégration du pays à ce stade des négociations rencontre de nombreux obstacles.

Le Japon est historiquement protectionniste. Le premier ministre Yoshihiko Noda, récemment porté à la tête d'un gouvernement affaibli par les catastrophes naturelle et nucléaire qui ont frappées le pays en mars 2011, souhaite que la libéralisation de l'économie japonaise relance la croissance. Son parti est divisé sur la question et les lobbies agricoles s'opposent à toute ouverture. La libéralisation du marché du riz, associé à la culture ancestrale japonaise et protégé par des tarifs de près de 800 %, est au cœur des débats locaux sur le libre-échange et génère une importante opposition populaire.

« S'il souhaite se joindre aux négociations, le Japon devra être prêt à rencontrer les standards élevés du TPP en matière de libéralisation et répondre aux préoccupations spécifiques des États-Unis à propos des entraves au commerce dans les secteurs de l'agriculture, des services, des biens manufacturés et des barrières non tarifaires. »

– Ron Kirk, conférence de presse dans le cadre du sommet de l'APEC, 12 novembre 2011.

Les États parties au TPP s'attendent cependant à bien plus de la part du Japon qu'une simple révision de ses protections tarifaires dans le secteur de l'agriculture. Lors d'une visite à Tokyo les 17 et 18 novembre dernier, l'adjoint au représentant américain pour le Commerce, Demetrios Marantis, a clarifié la position des États-Unis à propos de son adhésion. Les États-Unis veulent obtenir l'assurance que le Japon libéralisera son secteur de l'automobile, assouplira les obstacles réglementaires à l'importation de produits bovins et mènera à bien sa réforme de la poste japonaise qui jouit d'un quasi-monopole dans le secteur des banques de dépôt. Les États-Unis ont aussi établi trois critères fondamentaux qui s'appliqueront à tout État qui souhaite se joindre aux négociations avant leur conclusion. Premièrement, le pays candidat devra s'engager à accepter tous les compromis déjà négociés. Deuxièmement, il devra démontrer qu'il est prêt négocié l'ouverture de tous ses marchés. Troisièmement, son inclusion ne devra pas ralentir le rythme des négociations.

Malgré tous ces obstacles, l'adhésion du Japon au TPP reste plausible et souhaitée par les États-Unis. Aussi, ceux-ci pourraient-ils faire quelques entorses à ces principes afin d'ouvrir les marchés nippons, très convoités par les entreprises américaines. De plus, les tensions sino-américaines, mais aussi sino-japonaises pourraient peser dans la balance. La plus sérieuse proposition d'accord régional concurrent, l'ANASE + 3, qui réunirait l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, la Chine, la Corée du Sud et le Japon, et qui semblait être une alternative intéressante et surtout moins contraignante jusqu'à récemment, bat de l'aile depuis l'année dernière. Le conflit autour des îles Senkaku a dégénéré en conflit commercial lorsque la Chine a cessé ses exportations de terres rares vers le Japon en septembre 2010 et jeté un froid sur les



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

relations entre Pékin et Tokyo. De plus, la pression indirecte exercée par la Corée du Sud qui a conclu cette année des ALE avec l'Union européenne et les États-Unis forcera le Japon à réagir s'il ne veut pas voir la part de ses exportations décroître au profit de la concurrence coréenne. S'il adhère au TPP, le Japon ne se joindra pas officiellement aux négociations avant l'été 2012. Il doit d'abord obtenir l'accord des neuf pays qui participent aux négociations. De plus, les États-Unis devront notifier auprès du Congrès leur intention de négocier avec le Japon au moins 90 jours avant que les premières rencontres officielles n'aient lieu.

Le Canada et le Mexique ont aussi fait l'annonce de leur intention de participer aux négociations sur le TPP, mais leur inclusion à ce stade des négociations est peu probable. Le Canada avait déjà annoncé son intention de se joindre à l'ALE en mars 2010, mais il s'était vu écarté par les négociateurs américains qui avaient mis en doute la volonté du Canada d'offrir des concessions importantes. La Nouvelle-Zélande exige du Canada qu'il abandonne son système de gestion de l'offre dans les secteurs de la production laitière et de la volaille. Bien que les observateurs américains notent peu de changement dans la position officielle canadienne, le gouvernement conservateur de M. Harper, aujourd'hui majoritaire, pourrait être enclin à faire davantage de concessions s'il veut accroître l'accès aux marchés asiatiques pour les exportateurs canadiens. Quant au Mexique, sa prise de position lors du sommet de l'APEC en faveur du TPP en a surpris plus d'un. Aucune négociation préalable n'a eu lieu. Le Canada et le Mexique étant déjà des marchés très bien intégrés au marché américain par l'ALENA, les États-Unis ne seront sans doute pas pressés de les inclure dans les négociations, ce qui risquerait de ralentir le processus. Le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, a cependant indiqué que l'USTR entamerait des discussions sous peu avec le Canada et le Mexique afin d'évaluer la possibilité qu'ils se joignent aux négociations.

Pour consulter les plus récents documents sur le TPP ainsi que le document résumant les grandes lignes de l'accord dévoilé lors du sommet de l'APEC, voir le site de l'USTR : <http://www.ustr.gov/tpp>

Sources : ICTSD, « Framework for Trans-Pacific Pact Announced; New Countries Express Interest », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 39, 16 novembre 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/downloads/bridgesweekly/bridgesweekly15-39.pdf> ; Doug Palmer, « Japan Gets Cautious U.S. Welcome on Pan-Pacific Talks », *Reuters*, 12 novembre 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/11/12/us-apec-japan-usa-idUSTRE7AB06M20111112> ; « Opening Up the Pacific », *The Economist*, 12 novembre 2011, en ligne : The Economist <http://www.economist.com/blogs/banyan/2011/11/free-trade-agreements> ; Ron Kirk, « Statement by U.S. Trade Representative Ron Kirk on Japan's Announcement Regarding the Trans-Pacific Partnership », *USTR Press Release*, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2011/november/statement-us-trade-representative-ron-kirk-japan> ; « Marantis Visits Tokyo ; Outlines U.S. Priorities On Autos, Beef, Japan Post », *Inside U.S. Trade*, vol. 29, no 46, novembre 2011 ; Hillary Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, 10 novembre 2011, en ligne : http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/10/11/americas_pacific_century ;

Sommet de l'APEC : Partenariat Transpacifique, commerce « vert » et tensions sino-américaines au menu

Le 19^e sommet de l'APEC se déroulait à Honolulu les 12 et 13 novembre. On y a vu les divergences sino-américaines étalées au grand jour. Les États-Unis et la Chine y ont confronté leurs modèles de développement régional. Les États-Unis souhaitent ouvrir les marchés sur une base légaliste et contraignante qui assure la concurrence sur un pied d'égalité. Ils ont dévoilé les grandes lignes du Partenariat Transpacifique (TPP), un accord de libre-échange régional en

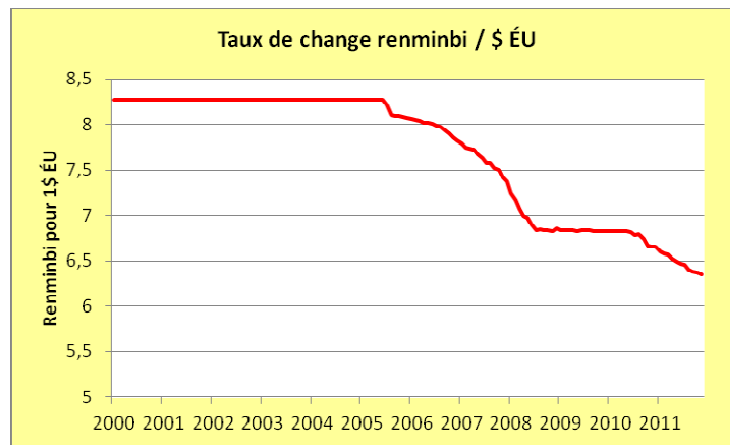


Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

profondeur qui inclut à la fois des pays des continents asiatique et américain. La Chine promeut plutôt une intégration régionale centrée sur l'Asie et qui laisse de côté la coordination des politiques nationales pour se concentrer uniquement sur les réductions tarifaires. Les États-Unis ont fait adopter une résolution sur le commerce des technologies « vertes » auquel la Chine s'est opposée. Les États-Unis ont publiquement réclamé que la Chine cesse de manipuler son taux de change afin de réduire les déséquilibres commerciaux entre les deux pays. La Chine propose plutôt une libéralisation progressive et ordonnée, non sans blâmer au passage les politiques intérieures américaines responsables à ses yeux du déséquilibre commercial entre les deux pays.

La déclaration d'Honolulu adoptée en clôture de sommet prévoit que les pays membres de l'APEC établiront en 2012 une liste de biens « verts » qui feront l'objet d'une réduction tarifaire d'ici 2015. Tous les biens inclus dans cette liste devraient faire l'objet de tarifs de moins de 5 % à ce moment. Les États-Unis devraient bénéficier de cette initiative qui avantagera les nombreuses firmes d'ingénierie qui développent ces biens; sont notamment concernés les panneaux solaires, les turbines hydrauliques, les systèmes de purification d'air et les systèmes de traitement des eaux. La Chine s'était opposée à l'initiative sous prétexte qu'elle demande d'importantes concessions tarifaires aux pays en développement alors que les économies développées de la région n'imposent que des tarifs négligeables sur ces biens. La Chine a été taxée de mener une politique protectionniste dans ce débat. De nombreuses entreprises chinoises sont des leaders mondiaux dans des domaines environnementaux comme la fabrication de panneaux solaires, mais elles jouiraient d'un marché protégé. La Chine a finalement accepté de signer la déclaration.



Source : Federal Reserve

Après avoir reconnu les efforts de Pékin qui s'était engagé à libéraliser graduellement la gestion de son taux de change lors de la réunion du G20 à Cannes en France au début du mois, le président Barack Obama, a tenu un discours plus intransigeant lors du sommet de l'APEC. Il a demandé à la Chine d'en faire davantage pour limiter les déséquilibres économiques internationaux et de prendre les responsabilités qui accompagnent son nouveau statut de puissance. De nombreux analystes économiques évaluent que le renminbi est sous-évalué de 10 à 25 % par rapport à la devise américaine, ce qui contribue aux déséquilibres importants de balance commerciale entre les deux pays.² La Chine ne reconnaît pas officiellement le lien entre le

² Les pressions émanent du Congrès et de la société civile et réclamant la réévaluation du renminbi ne sont pas nouvelles. Voir par exemple la Chronique commerciale américaine du 2 avril 2010, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5631.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

contrôle de sa monnaie et le déficit commercial des États-Unis. Cependant, elle s'est engagée à libéraliser graduellement son taux de change.

Pour consulter la déclaration d'Honolulu, voir : APEC http://www.apec.org/Meeting-Papers/Leaders-Declarations/2011/2011_aelm.aspx

Sources : Julianna Goldman et Margaret Talev, « Obama Says 'Enough's Enough' on China's Undervalued Yuan as Hu Pushes Back », Bloomberg, 14 novembre 2011, en ligne : Bloomberg <http://www.bloomberg.com/news/2011-11-14/obama-says-enough-s-enough-on-china-s-undervalued-yuan-as-hu-pushes-back.html> ; Doug Palmer, « APEC Leaders Commit to Green Trade Liberalization », Reuters, 14 novembre 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/11/14/us-apec-greentrade-idUSTRE7AD0GO20111114> ; Matt Spetalnick et Doug Palmer, « Obama to China: Behave Like 'Grown Up' Economy », Reuters, 14 novembre 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/11/14/apec-idUSN1E7AD00120111114> ; Michael Martina et Rachele Younglai, « Obama, Hu pitching different trade agendas », Reuters, 12 novembre 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/11/12/us-apec-idUSTRE7AA5FB20111112>

Un accord de libre-échange entre les États-Unis et Europe pour stimuler l'économie ?

La crise de la dette de la zone euro s'aggrave au point de menacer la croissance de l'économie mondiale selon l'OCDE. Au rythme où vont les choses, l'économie américaine pourrait ne croître que de 2 % en 2012 et non de 3,1 % comme on le prévoyait en début d'année. La contraction du crédit est au cœur de la mécanique de transmission de crise. La plupart des grandes banques européennes, lourdement exposées aux créances insolvables de l'Italie ou de l'Espagne, cherchent par tous les moyens à assainir leur bilan, ce qui assèche le marché du crédit aux entreprises et du crédit à la consommation en Europe. La situation est aggravée par le tarissement des lignes de crédit des fonds monétaires américains vers l'Europe, les investisseurs jugeant les banques européennes trop à risque.

Devant la gravité de la situation, le Conseil économique transatlantique (CET), qui réunit chaque année les responsables au commerce de l'Union européenne et des États-Unis, a décidé de former un comité spécial qui sera chargé d'évaluer toutes les procédures de réduction tarifaire qui pourraient permettre de stimuler le commerce entre les deux géants économiques. Le comité, coprésidé par le commissaire européen au Commerce, Karel De Gucht, et le représentant américain au Commerce, Ron Kirk, n'exclura pas l'option d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis. Les flux commerciaux entre les deux partenaires totalisent près de 660 milliards de \$ EU en marchandises chaque année.

Pour consulter le rapport « Perspectives économiques » de l'OCDE, voir :

http://www.oecd.org/document/4/0,3746,fr_2649_37443_20347588_1_1_1_37443,00.html

Pour consulter les indicateurs économiques colligés par le Brookings Institute, voir « How we're doing as Europe falters » : http://www.brookings.edu/papers/2011/1113_recovery_renewal.aspx

Sources : Eric Dash et Nelson D. Schwartz, « Crisis in Europe Tightens Credit Across the Globe », *New York Times*, 28 novembre 2011, en ligne : NYT <http://www.nytimes.com/2011/11/29/business/businesses-scramble-as-credit-tightens-in-europe.html> ; Brian Beary, « L'éventualité d'un accord de libre-échange évoquée au sommet », *Europolitique*, 29 novembre 2011, en ligne : Europolitique <http://www.europolitique.info/politiques-externes/l-ventualit-d-un-accord-de-libre-change-voqu-e-au-sommet-art319625-39.html> ;

Plus récemment, le Sénat est revenu à la charge. Voir la Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 21, octobre 2011, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7011.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

Études économiques et articles connexes

Ce mois-ci dans l'actualité :

« After 18 Years Russia is on the Verge of Joining the World Trade Organisation », *The Economist*, 5 novembre 2011, en ligne : The Economist <http://www.economist.com/node/21536649>

Christopher Alessi, « Can Trade Motor U.S. Economy? », *Council on Foreign Relations*, Expert Roundup, 7 novembre 2011, en ligne : CFR <http://www.cfr.org/trade/can-trade-motor-us-economy/p26425>

Bernard K. Gordon, « The Trans-Pacific Partnership and the Rise of China : What Japan Joining the TPP Means for the Region », *Foreign Affairs*, 7 novembre 2011, en ligne : Foreign affairs <http://www.foreignaffairs.com/articles/136647/bernard-k-gordon/the-trans-pacific-partnership-and-the-rise-of-china>

Doug Palmer, « WTO Fatigue Fuels Asia-Pacific Trade Deal: NZ minister », *Reuters*, 14 novembre 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/11/14/us-apec-tpp-idUSTRE7AD0DK20111114>

Philip I. Levy, « Transformation Through Trade Agreements », *American Enterprise Institute*, 16 novembre 2011, en ligne : AEI <http://www.aei.org/article/economics/international-economy/trade/transformation-through-trade-agreements/>

Peter Schroeder, « US Officials in Flurry of Meetings Amid Threats that Euro is on Brink of Collapse », *The Hill*, 28 novembre 2011, en ligne : The Hill <http://thehill.com/blogs/on-the-money/banking-financial-institutions/195793-flurry-of-meetings-amid-threats-that-euro-is-on-brink-of-collapse>

Études économiques et commerciales :

Peter J. Wallison, « Three Narratives About the Financial Crisis », *Cato Journal*, vol. 31, no 3, automne 2011, en ligne : CATO <http://www.cato.org/pubs/journal/cj31n3/cj31n3-8.pdf>

Stephen Johnson et al., « Managing Brazil's Boom », *Center for Strategic and International Studies*, Hemisphere Insider, vol. 1, no 6, octobre 2011, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/hemisphere-insider-volume-i-issue-6-october-2011>

« Think Tank 20: Beyond Macroeconomic Policy Coordination Discussions in the G-20 », *The Brookings Institution*, novembre 2011, en ligne : Brookings http://www.brookings.edu/reports/2011/11_think_tank_20.aspx

Anders Aslund et Gary Clyde Hufbauer, « The United States Should Establish Permanent Normal Trade Relations with Russia », *Peterson Institute for International Economics*, Policy Brief



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

11-20, novembre 2011, en ligne : IIE

<http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1984>

Michael Greenstone et Adam Looney, « Unemployment and Earnings Losses: A Look at Long-Term Impacts of the Great Recession on American Workers », *The Brookings Institution*, Up Front Blog, 4 novembre 2011, en ligne : Brookings

http://www.brookings.edu/opinions/2011/1104_jobs_greenstone_looney.aspx

Sarah O. Ladislaw et David Pumphrey, « Much Ado about a Pipeline », *Center for Strategic and International Studies*, 8 novembre 2011, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/much-ado-about-pipeline>

Ernest Z. Bower, « Two Models for Integrating Asia: A Must Win for President Obama », *Center for Strategic and International Studies*, Southeast Asia from the Corner of 18th & K Streets, Vol. 2, no 19, 9 novembre 2011, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/two-models-integrating-asia-must-win-president-obama>

Uri Dadus et Zaahira Wyne, « Don't Be Afraid of the Service Sector », *Carnegie Endowment for International Peace*, International Economic Bulletin, 10 novembre 2011, en ligne : CEIP

<http://carnegieendowment.org/2011/11/10/rise-of-services-sector/71yf>

Alan Berube et Domenico Lombardi, « How We're Doing as Europe Falters », *The Brookings Institution*, How We're Doing Index # 10, 13 novembre 2011, en ligne : Brookings

http://www.brookings.edu/papers/2011/1113_recovery_renewal.aspx

Jacob Funk Kirkegaard, « Why the Euro Doomsayers Are Wrong », *Peterson Institute for International Economics*, Real Time Economic Watch, 15 novembre 2011, en ligne : IIE

<http://www.piie.com/realtime/?p=2504>

Focus : Études sur les relations États-Unis / Chine

William R. Cline et John Williamson, « The Current Currency Situation », *Peterson Institute for International Economics*, Policy Brief 11-18, novembre 2011, en ligne : IIE

<http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1982>

Alan M. Taylor, « The Future of International Liquidity and the Role of China », *Council on Foreign Relations*, CGS/IIGG Working Paper, novembre 2011, en ligne : CFR

<http://www.cfr.org/china/future-international-liquidity-role-china/p26284>

Robert N. McCauley, « Renminbi Internationalization and China's Financial Development Model », *Council on Foreign Relations*, CGS/IIGG Working Paper, novembre 2011, en ligne : CFR

<http://www.cfr.org/china/renminbi-internationalization-chinas-financial-development-model/p26290>

Roya Wolverson et Christopher Alessi, « Confronting U.S.-China Economic Imbalances », *Council on Foreign Relations*, Backgrounder, novembre 2011, en ligne : CFR

<http://www.cfr.org/china/confronting-us-china-economic-imbances/p20758>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 23, décembre 2011

James A. Dorn, « China Looms Large in U.S. Presidential Campaign », *Cato Institute*, 3 novembre 2011, en ligne : Cato http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=13812

Charles Freeman et Wen Jin Yuan, « China's Investment in the United States : National Initiatives, Corporate Goals and Public Opinion », *Center for Strategic and International Studies*, Freeman Briefing, 8 novembre 2011, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/chinas-investment-united-states>

Claude Barfield, « Telecoms and the Huawei Conundrum : Chinese foreign direct investment in the United States », *American Enterprise Institute*, AEI Economic Studies, 16 novembre 2011, en ligne : AEI <http://www.aei.org/papers/economics/international-economy/telecoms-and-the-huawei-conundrum/>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278